

Domaine Public DP

900

J.A. 1000 Lausanne 1 24 mars 1988

Hebdomadaire romand Vingt-cinquième année

Le paysage audio-visuel lémanique

Les dernières péripéties dans le feuillet des radios locales lémaniques (saisie de trois émetteurs par les gabelous français sur les flancs du Salève) nous donnent l'occasion de faire le point sur la situation des médias électroniques privés. Il faut pour cela rappeler une contrainte et effectuer un constat.

La contrainte est celle de la bande FM. Elle va de 88 à 108 mégahertz. Toutes les radios couvrant une même région doivent s'y entasser. Il n'y a pas de place pour tout le monde, et si l'on ne veut pas d'une situation où les stations se brouillent les unes les autres, la délivrance d'une autorisation pour émettre est nécessaire. Nous nous trouvons dans une situation totalement différente de celle de la presse écrite, où tout individu peut, à ses risques et périls, créer un journal. Les radios locales répugnent en général beaucoup à admettre cette limitation. C'est le cas en particulier de la Communauté des radios du bassin lémanique, qui réunit la majeure partie des stations des deux rives du lac. Il y est tacitement admis que toutes les radios qui existent ont une légitimité, même si elles n'ont pas d'autorisation, quitte à violer les accords internationaux sur la répartition des fréquences.

Le constat porte sur la rentabilité des médias électroniques privés, qu'il s'agisse de radios ou de TV. La situation en Suisse romande est très claire: les seules radios commerciales qui gagnent de l'argent sur le long terme sont celles qui arrosent des régions de montagne, soit Radio-Martigny, Radio-Chablais et Fréquence-Jura. Ces trois stations ne sont pas soumises à la concurrence effrénée qui règne sur le bassin lémanique et desservent une population qui n'a qu'un choix limité de programmes à disposition. Dans le domaine de la TV, Télécinéromandie accumule les pertes et son avenir semble sans issue après le refus par le

Conseil fédéral de l'autoriser à retransmettre Canal-Plus.

Les deux principaux groupes de presse romands ont appris à leurs dépens ce qu'il en coûte de se lancer dans les médias électroniques. Edipresse (Lamunière-24 Heures) et Sonor (Nicole-La Suisse) sont fortement présents dans le capital de Télécinéromandie. Edipresse perd de l'argent avec Radio L et Sonor s'est retiré de Radio-Mont-Blanc pour entrer dans le capital du réseau français Kiss FM. Car la radio et la télé commerciales, sous leur forme actuelle, ne sont pas rentables dans ce cœur de la Suisse romande que représentent le bassin lémanique et ses 700 000 habitants.

L'avenir passe par la future loi radio-TV. Le message du Conseil fédéral est assez peu inspiré. Les limitations géographiques qui gênaient l'expansion des radios locales disparaîtront, mais tout semble fait pour favoriser les émetteurs commerciaux et non une réelle diversité des opinions. Et l'article 22 prévoit que les futures concessions seront octroyées sur proposition des cantons.

La plupart des pays développés connaissent une autorité indépendante en matière de radio et de TV. Le Conseil fédéral devrait peut-être commencer par là. Un organisme professionnel au fait des techniques et des problèmes serait mieux à même de proposer des solutions pour l'avenir. Et plutôt qu'une cantonalisation qui ne résout rien, on pourrait envisager une solution à la hollandaise: des radios locales en partie subventionnées, avec des cahiers des charges impliquant un certain service public, tout en garantissant la liberté de choix pour les orientations fondamentales de la station.

Ce serait peut-être une façon d'éviter que le PAL (paysage audio-visuel lémanique) devienne une vraie torture.

L'avenir du futur (5)

(jd) Le rapport sur les scénarios énergétiques a été contesté avant même d'être rendu public. Une contestation encouragée par la démission de trois des experts du groupe de travail, peu avant la conclusion de l'étude. Deux d'entre eux, les professeurs Fritsch, un économiste, et Suter, un spécialiste des techniques énergétiques, ont incriminé les méthodes utilisées, non-scientifiques selon eux; le troisième, le professeur Graf du Centre de recherches prospectives de l'Université de St-Gall, estime que les conséquences économiques de l'abandon du nucléaire n'ont pas été suffisamment élucidées.

N'insistons pas sur les critiques sommaires et parfois violentes exprimées avant la publication du résumé du rapport ou immédiatement après. Ces réactions épidermiques de personnalités et d'organisations qui n'ont pas eu le temps d'analyser sérieusement le travail du groupe d'experts en disent plus long sur leurs auteurs qu'elles n'éclaircissent le fond du problème.

Les lacunes du scientisme

Revenons à la querelle méthodologique, car elle révèle les limites auxquelles est confronté le processus de décision dans les sociétés modernes, mais aussi les possibilités d'améliorer ce processus. Christian Lutz, directeur de l'institut Gottlieb Duttweiler et membre du groupe de travail, a présenté la méthode de travail des experts de manière particulièrement éclairante dans une récente Tribune libre de la *Neue Zürcher Zeitung* (11 mars 1988).

En Suisse, la préparation des décisions législatives ou des grandes politiques est généralement confiée aux milieux intéressés — organisations patronales et syndicales, associations économiques et techniques — réunis au sein d'une commission d'experts. Le but recherché n'est pas tant la solution optimale d'un problème que l'élaboration d'un compromis acceptable par les parties en cause. Le mode de faire privilégie les réponses sectorielles et à court terme; la réalité socio-économique est soigneusement délimitée, abstraite de son contexte. Une telle prospective, étroite et sectorielle, facilite l'utilisation des connaissances scientifiques éprouvées et des expériences accumulées; d'où, dans

ces commissions, la présence de scientifiques, spécialistes du domaine traité.

Le résultat? Une solution souvent présentée comme la seule possible, politiquement et techniquement; une absence complète de transparence sur les postulats et les méthodes qui ont présidé au travail des experts, un désintérêt pour les conséquences à terme de la solution préconisée. Science, valeurs et intérêts s'imbriquent à un point tel qu'il n'est plus possible de rien distinguer dans le paquet ficelé présenté à l'instance politique.

Une approche globale

Or les problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui exigent de plus en plus fréquemment une approche différente: seule une analyse plus globale et la mise en évidence des interactions entre différents facteurs peuvent rendre compte de la complexité et du caractère dynamique de la réalité et, par conséquent, indiquer quels sont les moyens d'action possibles.

Le problème de l'énergie illustre bien cette exigence: il n'est pas réductible à une question technique, financière ou économique. Pour bien comprendre l'impact du choix de telle ou telle politique énergétique — et donc pour choisir en connaissance de cause — il est nécessaire d'examiner les facteurs économiques, écologiques, techniques et sociaux, mais aussi les modes de vie et les systèmes de valeurs, de mettre en rapport ces différents facteurs, d'évaluer leurs influences réciproques.

Le groupe de travail sur les scénarios énergétiques fait ce choix: face à un objet complexe, il a adopté une approche complexe et dynamique. Les com-

pétences très diverses de ses membres (économie, droit, physique, écologie, ingénierie, politologie) n'ont pas engendré des analyses parallèles et isolées; au contraire, le groupe a organisé son travail comme un système complexe et dynamique, multipliant les interactions entre ses membres, approfondissant et rectifiant les connaissances acquises au gré du choc des différentes perspectives. On connaît le résultat: non pas une solution unique, fatale, mais des futurs possibles qui mettent en jeu beaucoup plus que le seul domaine énergétique au sens étroit du terme.

Au-delà de l'expertocratie

On comprend mieux dès lors la violence des réactions suscitées par le travail sur les scénarios. Réactions d'incompréhension de scientifiques familiers d'une discipline spécifique et qui ne concèdent l'objectivité qu'à leur seule perspective. Réactions de colère des intérêts organisés qui voient leur monopole de l'analyse menacé par une approche multiple qu'ils ne contrôlent pas.

Le groupe d'experts n'a jamais prétendu ancrer ses scénarios dans la certitude scientifique; il a bien distingué les données irréfutables et les relations scientifiquement établies des évolutions probables; comme il a énuméré les questions ouvertes et insisté sur le caractère relatif ou provisoire de certaines de ses réponses. En multipliant les questions, en soumettant les réponses à la critique de plusieurs méthodes, il a accompli un travail plus scientifique que bien des expertises limitées à un seul point de vue et à un objet restreint. C'est précisément avec une telle perspective limitée et restreinte que les producteurs d'électricité ont tenté d'imposer le développement du nucléaire. ■

Vacances

En raison des fêtes de Pâques, DP ne paraîtra pas la semaine prochaine. Le n° 901 sera donc daté du 7 avril.

Horaires et salaires

(y) C'est un privilège de la social-démocratie que de rassembler — et de tolérer en son sein — de belles et fortes têtes qui lui compliquent passablement la vie, mais la lui sauvent aussi sans doute. Oskar Lafontaine est de ces têtes-là; il en a la capacité d'analyse, le discernement, le flair politique, le courage de dire et de faire. A cela s'ajoutent une bonne dose de culot et un sens aigu du marketing personnel, comme il convient à un homme de communication qui assure la diffusion de ses livres et la promotion de sa propre image.

Moyennant quoi, O. Lafontaine a bien mérité du parti social-démocrate ouest allemand, auquel il adhéra à l'âge de 23 ans, en 1966; dix ans plus tard, il se retrouve maire de Sarrebrück, capitale de ce Land de la Sarre dont il devient le «ministre-président» en 1985, en renversant la majorité démocrate-chrétienne. Après l'échec de Johannes Rau, qui est un peu l'anti-Lafontaine, on parle de plus en plus du Sarrois pour une candidature socialiste à la Chancellerie en 1990, comme on parle de Lothar Späth pour la succession de Helmut Kohl.

A l'intérieur du parti SPD, dont il a gravi les principaux échelons jusqu'à la vice-présidence nationale, O. Lafontaine joue un rôle de dérangeur et se pose volontiers comme le destructeur de tabous... provisoires. C'est ainsi qu'il a obtenu le ralliement de la SPD au mouvement antinucléaire et su faire passer quelques-uns des postulats de l'éco-socialisme, représenté notamment par Erhard Eppler et Joseph Huber. Avec sa conception d'un «autre progrès», O. Lafontaine suscitait déjà la méfiance des syndicats, dont il ne peut méconnaître la préoccupation prioritaire: le taux de chômage dans la Sarre sidérurgique se maintient depuis des lustres aux environs de 14%, une douloureuse réalité à laquelle la présidence de Lafontaine n'a rien changé.

Aujourd'hui qu'un travailleur sur dix se trouve sans emploi en Allemagne fédérale, Oskar Lafontaine y va d'une proposition qui confirme sa mission de briseur de tabous. Il préconise des réductions d'horaires, sans maintien intégral du salaire, pour les employés et ouvriers payés plus de 5000 DM par mois. Et de citer l'exemple des enseignants, qui feraient bien de se partager le travail plutôt que de subir à la fois le stress et le sous-emploi. On imagine le tollé dans les

fédérations syndicales, fonctionnaires en tête, et aussi les mouvements de sympathie plus ou moins suspects que peut susciter une telle proposition, faite dans une interview à l'hebdomadaire économique *Wirtschaftswoche* (12..2.88). En bref, les organisations syndicales assurent ne pas vouloir entrer en matière, les socialistes multiplient les réunions au sommet, les libéraux sourient à l'idée d'une nouvelle coalition SPD-LDP dans les années nonante. De leur côté, les patrons aiment bien l'idée mais la jugent peu efficace dans la lutte contre le chômage; car la réduction des horaires, avec ou sans maintien du salaire au niveau antérieur, ne fait pas apparaître comme par miracle les travailleurs qualifiés qui font défaut aujourd'hui dans diverses branches et entreprises. Lafontaine n'a cure de ces félicitations et objections. Il poursuit, imperturbable, dans sa voie de «provocateur raisonnable». Il se dit conservateur dans le sens des écolos qui veulent sauvegarder l'environnement, mais conservateur social en préservant les acquis essentiels et en flexibilisant les accessoires, tels le salaire des classes supérieures ou les horaires d'ouverture des magasins — prochain cheval de bataille annoncé. En tout état de cause, le dernier pavé lancé par O. Lafontaine dans la mare de la gauche allemande va faire des remous, en Suisse aussi à n'en pas douter. Avec cette différence que les horaires de travail demeurent en moyenne supérieurs à 40 heures en Suisse (42,8 heures en 1987 pour le personnel d'exploitation, 41,8 pour les employés de bureau) et que le chômage n'atteint pas 1% dans notre pays. Il s'agit en RFA de réduire le sous-emploi en partageant le travail à faire, alors qu'en Suisse nous en sommes (encore?) à répartir les fruits de la prospérité et les bénéfices de la productivité en augmentation continue. Il n'empêche que du côté des associations patronales helvétiques on ne va pas manquer de se déclarer intéressé par les idées de Lafontaine, histoire d'alimenter la campagne en vue de la votation sur les 40 heures, prévue pour cette année encore. Un courant de plus à remonter pour préparer la «société de l'avenir», voulue par les camarades Lafontaine et consorts. ■

Oskar Lafontaine: *Der andere Fortschritt*, 1985. *Die Gesellschaft der Zukunft*, 1988. Tous deux à Hambourg chez Hoffmann und Campe.

(ag) Une Table ouverte n'est pas faite pour résoudre en quelques dizaines de minutes un problème complexe. Mais elle révèle des visages, des tempéraments, des tendances. Melchior Ehrler, le nouveau directeur de l'Union suisse des paysans, affrontait le public romand. L'homme est sympathique, ouvert; il a donné, pour qui désire en savoir plus, sur son approche du problème agricole un article intelligent à *La Vie économique* (mars 88). Mais l'ouverture aux idées nouvelles se heurte aussi à l'inertie des institutions et à l'entêtement des hommes. Melchior doit encore confirmer son pré-nom.

TABLE OUVERTE L'élément oublié

A Table ouverte, M. Cuche, ses contradicteurs, chacun dans sa partition et tous voulant du bien à la paysannerie, ne l'ont pas amené à aller au-delà des principes généraux et d'une perception aiguë que les choses ne sont pas simples.

Deux remarques:

— Personne, au cours du débat, n'a évoqué, comme facteur de renchérissement de la production agricole, le prix du sol. M. Ehrler ne le retient pas non plus dans l'article cité. Etonnant quand je pense aux affrontements, aux initiatives anciennes et à venir, sur ce sujet capital.

— Les premières applications des paiements directs qui ont été évoquées confirment combien sont grands les risques de bureaucratisation. La forme contractuelle que nous avons esquissée et sur laquelle il faudra revenir, en force et en détail, aurait infiniment plus de souplesse. ■

Il n'y avait pas besoin de se creuser beaucoup les méninges pour comprendre, lors du débat du National à propos de la largeur des camions, que les 20 centimètres supplémentaires en jeu n'étaient que la roue cachant une file de semi-remorques. Que veulent les camionneurs? Ils veulent pouvoir rouler «européen» (ah! le noble prétexte!) jusqu'au sommet de la Pointe Dufour, 8766 heures par an et en transbahutant 40 tonnes. C'est dans la logique de leurs turbos.

COURRIER

Keep on truckin!

Pierre Imhof se trompe donc en parlant d'un «inutile combat». Sans doute le prétexte est-il un peu mince et le combat perdu d'avance. Il n'empêche: les gros bras des «gros culs» ne vont pas s'arrêter en si bon chemin. Pour commencer, ils vont se mobiliser contre la politique coordonnée des transports (PCT) et mettre tous les bâtons imaginables dans les roues du ferroutage et des catalyseurs. La limite de poids suivra et l'on voit déjà arriver les 32 tonnes, ou davantage, sous la pancarte «Maintenance des emplois!».

Qu'il faille des camions en trafic régional, qui donc contesterait? Seulement voilà: la logique camionneuse ne peut en rester là, de toute évidence; il lui faut un format européen. Dans ce format, quelques vagues traces de ferroutage pour les tronçons alpestres. Mais pour le reste? Rien. Vous voyez un peu les bahuts accepter de ferrouter entre Lille et Marseille, entre Bâle et Amsterdam, entre Hambourg et Rome? Le ferroutage va rester encore un «sonderfall» suisse pendant un bout de temps...

Donc, s'il y a un référendum, c'est sans doute moins des 20 cm qu'il faudra parler que de la politique camionnarde qui n'a jamais considéré le paysage qu'à travers un pare-brise.

Dix minutes au bord de la N2, vers Erstfeld ou Amsteg, en disent à ce propos bien plus long qu'un long discours.

Gil Stauffer
Cernier

DANS LES ENTREPRISES

Les cercles de qualité

(pi) Longtemps après le Japon et les Etats-Unis, certaines entreprises suisses mettent en place des cercles de qualité. Lieu de rencontre où sont réunis des ouvriers, des employés et l'encadrement Leur but est, par des propositions, des critiques, des remarques de la base, d'améliorer le rendement de l'entreprise et la qualité de ses produits.

Que se cache-t-il derrière cette formule? DP a interrogé Jacques Guyaz, membre de notre comité de rédaction et conseiller en entreprise, qui a participé à la mise en place de plusieurs cercles en Suisse romande.

Le cercle de qualité est presque toujours issu d'une décision de la direction et non pas d'une négociation avec les employés. A ce titre, n'est-ce pas un gadget patronal ?

A mon avis non, parce que le cercle de qualité vise un accroissement de l'efficacité de l'entreprise à partir du constat très simple suivant: ce sont les personnes qui sont sur les postes de travail qui sont en général les mieux à même de savoir quelles sont les améliorations à apporter à la machine sur laquelle ils travaillent ou aux procédures dans lesquelles ils sont impliqués. Cela représente un plus pour l'entreprise et pour sa direction, c'est certain, mais aussi un plus en terme de qualité du travail pour la personne qui est sur le terrain. Ce n'est donc pas un gadget.

Les cercles de qualité ne sont-ils pas utilisés comme paravent pour cacher des problèmes, ou comme une manière d'étouffer des conflits naissants en donnant aux employés l'impression qu'ils participent activement à la vie de l'entreprise ?

Ça peut être vrai dans un certain nombre de circonstances. Je pense à des entreprises qui connaissent des difficultés et qui pensent qu'en instituant un cercle de qualité, elles vont rassembler autour d'elles leurs ouvriers et leurs employés. Dans bien des cas, les entreprises modernes ont compris que les structures hiérarchiques traditionnelles, calquées sur l'organisation militaire, ne sont finalement pas la manière optimale de travailler, que ce n'est pas de cette façon-là que l'on parvient à la meilleure efficacité dans l'entreprise. Au contraire, la

hausse générale du niveau de formation des employés et des ouvriers, le fait que les produits qui sont fabriqués sont de plus en plus sophistiqués entraîne la mise sur pied de nouvelles formes d'organisation dans l'entreprise, de nouveaux circuits d'information basés sur plus de souplesse et des marges de liberté supplémentaires. Mais il ne faut pas se faire d'illusions, les cercles de qualité sont effectivement utiles d'abord à l'entreprise. C'est une façon pour elles de reconnaître que les vieux modèles hiérarchiques ne sont plus adaptés.

Quelles assurances ont les employés que leurs propositions ne se retourneront pas contre eux, qu'ils ne risquent pas de perdre leur emploi à la suite d'une rationalisation qu'ils auraient inspirée ?

C'est un des risques majeurs des cercles de qualité. Très souvent on s'aperçoit que les personnes qui sont impliquées dans le cercle sont très craintives. Elles nous font des remarques du genre «ce que je vais dire dans ce cercle de qualité, est-ce que ça ne va pas se retourner contre moi, est-ce que je ne risque pas d'en être victime?» Ce risque est important. Pour qu'un cercle de qualité soit réellement efficace, il faut qu'il soit bâti sur une base volontaire, que les personnes qui travaillent dans un atelier ou dans un bureau ne soient pas obligées d'y participer. Le respect de ce principe modifie toute la perspective du cercle. Les gens étant libres d'y participer, mais aussi d'en partir, si le cercle marche mal ou si les gens qui en font partie s'aperçoivent que le travail qui s'y fait ne correspond pas à leurs intérêts, ils cessent d'y aller. Pour qu'il soit réellement

efficace, il faut qu'un rapport de confiance puisse se créer.

On s'aperçoit que très souvent — près d'une fois sur deux — le cercle ne marche pas. Mais il y a aussi bien des cas où les cercles de qualité donnent des résultats importants et intéressants.

Je regrette que les syndicats soient restés à l'extérieur de la réflexion sur les avantages et les inconvénients des cercles de qualité.

Mais il existe un risque sur l'emploi: des restructurations qui peuvent se faire grâce à des idées émises pendant une discussion dans un cercle de qualité risquent d'être à l'origine de suppressions d'emplois.

Le risque existe effectivement.

Les cercles de qualité sont souvent animés par des contremaîtres, des chefs d'équipe. La situation n'est-elle pas ambiguë, dans la mesure où les employés qui auraient envie de critiquer leur supérieur risquent d'être «mal vus» par lui et pénalisés ?

C'est un des problèmes réels que posent les cercles de qualité. Il faut évidemment éviter que s'y reconstituent les structures hiérarchiques internes de l'entreprise. Ce risque est très nettement diminué lorsque les cercles de qualité, et c'est généralement le cas, sont issus d'une volonté de la direction. Elle se heurte d'ailleurs très souvent à une méfiance du personnel d'encadrement intermédiaire qui a peur que son pouvoir soit remis en cause. Ce soutien de la direction fait qu'il y a au sein du cercle des critiques qui s'expriment de façon beaucoup plus libre à l'égard des contremaîtres ou des animateurs. Pour l'encadrement, les cercles de qualité peuvent être, et sont souvent, assez difficiles à vivre. Ils disparaissent d'ailleurs rapidement lorsqu'ils sont laissés à l'initiative des échelons intermédiaires. Certaines entreprises ont choisi pour animer leur cercle de qualité des personnes qui ne font pas partie de l'encadrement, résolvant ainsi partiellement ce problème.

Comment se fait-il que les cercles de qualité se développent principalement dans les pays où le taux de syndicalisation est bas? Et ne court-on

pas le risque de voir le cercle de qualité devenir un «syndicat maison» avec des possibilités d'action très limitées, qui empêcherait un véritable syndicat de s'implanter ?

Ce n'est pas exact. Les cercles ne se développent pas que dans les pays où le taux de syndicalisation est bas. Ils sont par exemple très développés en Angleterre et aux Etats-Unis. Ils sont en fait plutôt présents dans des pays où les syndicats, bien qu'étant très actifs, ne contestent pas les fondements de l'ordre social ou le principe de l'économie libérale. Le raisonnement est là-bas le suivant: les cercles de qualité sont un bon moyen d'améliorer la qualité des produits, donc la compétitivité et les bénéfices de l'entreprise, ce qui nous permettra de revendiquer de meilleurs salaires et des meilleures conditions de travail. Dans les pays latins où les syndicats ont une vision plus politique des rapports sociaux, le développement des cercles de qualité a été vu avec beaucoup plus de méfiance.

Je crois qu'il n'est pas imaginable que le cercle de qualité devienne un «syndicat maison», mais il peut se transformer, dans une entreprise où les ouvriers sont peu syndiqués, en un barrage important face à l'activité syndicale. Mais chacun a son rôle spécifique: l'un résout les problèmes sur la place de travail, l'autre s'occupe de questions plus globales.

On a vu avec ABB (ex ASEA-BBC) que les travailleurs ont été informés par la presse qu'il y aurait 2500 suppressions d'emplois, les syndicats n'ayant été informés que quelques heures avant celle-ci. N'est-il pas plus urgent de développer un dialogue de haut en bas et non pas de bas en haut ?

Les deux choses doivent être conduites en parallèle. Je ne sais pas s'il y a des cercles de qualité chez ABB, mais si c'est le cas, leurs membres ont certainement été informés en même temps que les autres ouvriers. Les cercles doivent être vus comme un mode d'organisation du travail plus moderne et plus intelligent que le mode d'organisation traditionnel, mais ils ne remplacent pas les syndicats, ni la nécessité d'un droit à l'information sur l'entreprise et sur la vie dans l'entreprise. ■

ECHOS DES MEDIAS

Le prochain congrès de la VPOD-SSP sera appelé à se prononcer sur le lancement d'un hebdomadaire syndical commun à toutes les fédérations et paraissant dans chacune des langues officielles. C'est la section de Berne-Personnel fédéral qui fait cette proposition.

Popolo e Libertà, quotidien du PPD tessinois (PDC) se trouve dans une situation financière très difficile. Déficit de 1987: 300 000 francs. Le journal subit la concurrence de six autres quotidiens et, tout particulièrement, celle de l'organe de l'Evêché: *Giornale del Popolo*.

Modernisation de la revue *Buro + Verkauf* (Bureau et Vente) éditée par la Société suisse des employés de commerce. Elle paraît maintenant sous le titre *Budget* avec comme sous-titre: *Magazine suisse pour la pratique du financement et du management* (traduction). La présentation a aussi été mise au goût du jour.

DP Domaine Public

Rédacteur responsable:

Jean-Daniel Delley

Rédacteur: Pierre Imhof (pi)

Ont collaboré à ce numéro:

Jean-Pierre Bossy

François Brutsch

Jean-Daniel Delley (jd)

André Gavillet (ag)

Jacques Guyaz (jg)

Yvette Jaggi (yj)

Charles-F. Pochon

Point de vue:

Jeanlouis Cornuz

Abonnement:

65 francs pour une année

Administration, rédaction:

Saint Pierre 1, case postale 2612

1002 Lausanne

Tél: 021 / 22 69 10 CCP: 10 - 15527-9

Composition et maquette:

Liliane Berthoud, Pierre Imhof

Jean-Luc Seylaz

Impression:

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Baromètre: les sorties volontaires de l'Eglise protestante du canton de Berne augmentent d'année en année. Il y en avait eu 404 en 1971 et ce nombre a passé à 1215 en 1985, 1128 en 1986 et 2115 l'année passée. 528 l'étaient pour raisons politiques. Une partie de la droite semble être heureuse de cette évolution.

Une enquête de la société *Minorités en Suisse* a constaté que 30% des Zurichois ont des sentiments antisémites plus ou moins prononcés. Cette proportion est plus forte dans les quartiers de Zurich où résident des Juifs traditionnalistes reconnaissables à leurs habits et à leur chevelure.

EN BREF

Une conséquence déjà connue de l'absence de la Suisse dans la CEE, rapportée par *Libération* du 15 mars: le groupe Au Printemps, contrôlé par le groupe suisse Mauss-Nordmann, désirait acheter 18% du capital de La Redoute, le n° 1 français de la vente par correspondance. Au Printemps disposerait ainsi de la majorité du capital de La Redoute. Le groupe n'étant pas d'un pays membre de la CEE, l'opération a dû être soumise au Ministère des finances, qui l'a autorisée.

L'Office fédéral de la statistique a lancé un concours de dessins d'un «logo» pour le prochain recensement de la population. Une partie des projets est exposée dans un couloir de la Bibliothèque nationale, à Berne. Il y a même un dessin, placé hors-concours, d'un humoriste romand.

La distribution des prix aura lieu vers fin avril.

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Hitler et la bombe

Journaliste politique et historien, Sébastien Haffner s'était exilé en 1933 pour ne revenir dans sa patrie qu'au début des années 50 et pendant 40 ans y commenter l'actualité. Vient de paraître à Munich son livre-testament: *Von Bismarck zu Hitler* (Kindler).

Réflexions sur le présent, retour sur le passé, sur ce passé apocalyptique qui a été celui de l'Allemagne et de l'Europe et du monde entier. Question: comment a-t-on pu en arriver là?

Sur ce point, deux remarques qui me semblent intéressantes:

— Tout d'abord faudrait-il chercher la cause du nazisme dans le caractère particulièrement belliqueux des Allemands? Et de répondre que non: tout au long des XVIIe et XVIIIe siècles, les Allemands ont mené plus de guerres défensives qu'offensives, notamment pour se protéger des entreprises du sieur Louis XIV... A telle enseigne qu'en 1870, notre Gottfried Keller n'hésitera pas et que toutes ses sympathies iront à l'Allemagne.

— Et puis ceci: *sans Hitler*, qu'y aurait-il eu de changé dans ces années 30 et 40? Réponse: il y aurait probablement eu en Allemagne une dictature (*ein Führerstaat*) d'une espèce ou d'une autre; il y aurait probablement eu une seconde guerre mondiale... Mais il n'y aurait pas eu l'holocauste des Juifs.

Inquiétant, car qu'est-ce que cela veut dire? Cela veut dire que *Hans Bethe*, Juif allemand et Prix Nobel de physique, n'aurait pas émigré aux USA; que *Felix Bloch*, Juif allemand, Prix Nobel de physique, ne se serait pas exilé en 33; que *Max Born*, Juif allemand, Prix Nobel de physique, n'aurait pas gagné l'Angleterre; qu'*Albert Einstein*, Juif allemand, Prix Nobel de physique, serait quand même parti — il était pacifiste — mais n'aurait peut-être pas écrit sa lettre au Président Roosevelt, lui demandant de mettre en train un programme atomique; que *Erwin Schrödinger*, Juif autrichien, n'aurait pas rejoint Born en Angleterre; qu'*Edward Teller*, Juif hongrois, n'aurait pas quitté l'Europe pour les USA, où il mit au point la bombe H; qu'*Enrico Fermi*, Prix Nobel de physique, non-Juif —

cela arrive quelquefois... — mais marié à une Juive, n'aurait pas quitté Naples en 1938 pour se rendre aux USA; que *Johannes Stark* et *Philipp Lenard*, Prix Nobel de physique, n'auraient pas, par haine des Juifs en général et d'Einstein en particulier, prétendu créer une physique «aryenne»; et que tous, loyaux citoyens allemands, ils auraient donné à l'Allemagne l'arme atomique des mois avant les USA — vous désirez que je vous fasse un dessin?

Dieu merci, Hitler était antisémite — ces considérations qui sont de moi et non de Sébastien Haffner, ne sont pas gaies... Elles sont de plus horriblement cyniques. ■

FABRIQUE DE DP

Index

Comme tous les dix numéros, ci-après l'index des articles parus dans DP. Les initiales placées en regard des titres vous permettent de savoir qui a écrit l'article en question. Elles sont en capitales lorsqu'il s'agit d'un éditorial.

ag	André Gavillet
cd	Catherine Dubuis
cfp	Charles-F. Pochon
fb	François Brutsch
jd	Jean-Daniel Delley
jjg	Jacques Guyaz
jls	Jean-Luc Seylaz
jpb	Jean-Pierre Brossy
lt	Luc Thévenoz
mad	Luzius Mader
pi	Pierre Imhof
red	Rédaction
rg	Raoul Ghisletta
wl	Wolf Linder
yj	Yvette Jaggi

Les Invités de DP

bk	Beat Kappeler
cr	Claude Raffestin
jcl	Jean-Christian Lambelet
jpg	Jean-Pierre Ghelfi
mc	Mario Carera
pb	Philippe Bois
rm	René Meylan

Un astérisque (*) signale une lettre ou une réaction de lecteur.

DOMAINE PUBLIC — INDEX 890 — 899

Vingt-cinquième livraison de l'index des textes parus dans ces colonnes — DP 890 (14.01.88) à DP 899 (17.03.88)

- 1. Affaires fédérales**
- 891 Asile: Aérodrome militaire pour un vol privé réd
- 891 Les circuits du pouvoir ag
- 892 Système de milice et professionnalisme WL
- 892 Compétent mais indésirable jd
- 892 La longue marche des soldates yj
- 893 Programme gouvernemental: vernis écologique sur l'inacceptable AG
- 893 En consultant le programme ag
- 893 Une Suisse musclée et mesquine mad
- 893 Mieux vaut être Suisse et riche pi
- 893 Affaires de comptes yj
- 893 Asile: ceux qui bougent réd
- 893 Avions militaires: un choix politique et financier jd/jg
- 896 Moins de neige, plus d'Etat YJ
- 897 Europe: l'aide aux régions pauvres ag
- 897 Mouvement chrétien-social: Annuaire cfp
- 898 Démocratie directe et muette WL
- 898 Aviation militaire: Réparer ou acheter... jg/pi
- 899 Asile: Dépasser le lieu commun *
- 2. Cantons**
- 890 Elections à BS: Carnaval oblige cfp
- 892 BS: Affinités nationalistes cfp
- 893 GE—De la prévention à la répression lt
- 893 GE—Cris de putois jd
- 893 BE—L'accusateur accusé jd
- 893 TI—Une commune aide les locataires rg
- 893 Des présidents contestés cfp
- 893 JU—Des paysans audacieux pi
- 894 Le PDC saint-gallois en crise cfp
- 894 Les automobilistes arrivent pi
- 895 GE—Démarche cosmétique jpb
- 895 BS—Chronique d'un non-événement yj
- 896 GE—La bataille du rail pi
- 896 Calgary, capitale radicale réd
- 897 VD—Discretion et effets de manche ag
- 899 Les automobilistes à l'assaut des parlements cfp
- 3. Economie**
- 890 Marx merci, ça bouge yj
- 891 C'est vert, ça monte et ça descend jd
- 891 Dollar: que je te balance ! ag
- 892 On ne donne qu'aux riches pi
- 894 Les difficiles successions JG
- 896 Selon que vous serez puissants ou misérables ag
- 897 La revanche des épiciers yj
- 899 Mesures de soutien: Viser la bonne cible jd
- 4. Environnement**
- 893 Epuration des eaux: la méthode naturelle jd
- 896 Economie et écologie pi
- 5. Energie**
- 890 Creys-Malville: L'Appel de Genève prend le relais jd
- 891 Normes nucléaires: Révision à la baisse souhaitable jd
- 892 Tarifs électriques: Refusé jd
- 895 L'usage de la liberté jd
- 895 L'avenir du futur (1) jd
- 896 L'avenir du futur (2) jd
- 897 L'avenir du futur (3) jd
- 898 Kaiseraugst: Une hirondelle ne fait pas le printemps jd
- 899 L'avenir du futur (4) jd
- 6. Aménagement du territoire**
- 891 Golf: Beaucoup de place pour une petite balle pi
- 892 Urbanisme lausannois: Bercy—Pontaise ag
- 7. Transports**
- 890 Circulation: Les deux extrêmes pi
- 892 Les vertus du 30 km/h jd
- 895 TGV: Une occasion pour la Suisse pi
- 899 20 cm de trop ou l'inutile combat pi
- 8. Politique sociale**
- 898 AVS: En marche arrière vers l'égalité yj
- 898 AVS: Les différentes propositions (tableau) ag
- 899 AVS: Rectificatif ag
- 9. Monde du travail**
- 892 Syndicats: L'effritement continu jd
- 898 L'assiette à la margarine ag
- 898 Syndicats: La bonne foi restructurée ag
- 899 Un révélateur: les 40 heures AG
- 899 Quelques données sur la durée du travail réd
- 10. Consommation**
- 890 Un pépin, c'est si facile réd
- 12. Enseignement**
- 892 Le bachotage précoce ag
- 896 Informatique: La Suisse en retard jg
- 897 Ecole vaudoise: L'inégalité renforcée pi
- 13. Médias**
- 890 L'ignominie de «Blick» ag
- 892 Elodie: Dis-moi qui tu fais rire... cd
- 893 Pouce jls
- 895 Indécence réd
- 895 Publicitas-La Suisse: Divorce de raison cfp
- 895 Lectures patronales yj
- 896 La NZZ au secours de la classe ouvrière yj
- 15. Le carnet de Jeanlouis Cornuz**
- 890 Zurich — New-York
- 891 Partir dans le bon sens
- 892 Scandales
- 893 Echec et mat
- 894 Le couvre-feu électronique
- 895 Jonas et les jansénistes
- 896 Urbain Olivier, écrivain
- 897 Statistiques objectives
- 898 La Victoire des vaincus
- 899 De la lettre à l'image
- 16. L'invité de DP**
- 890 Le nécessaire ajustement des autres mc
- 891 Main d'œuvre: de la quantité à la qualité jpg
- 893 Dettes du tiers monde: L'Etat payera bk
- 895 Rentes AVS: 62, 63 ou 65 ans ? pb
- 896 Investigations rm
- 897 Une atmosphère empoisonnée jcl
- 899 Questions aux uns et aux autres cr
- 17. Culture**
- 892 Lausanne: Les jeunes compagnies s'organisent pi
- 893 Initiation à la vie sociale cfp
- 893 Beaux masques cd
- 896 Jorge Semprun et le roman politique jls
- 897 BD: Les Mystères de Paris pi
- 18. Divers**
- 890 La consultation populaire: un état d'esprit FB
- 890 Le capitalisme au moyen âge jg
- 890 Amnesty international ag
- 891 Mots et modes YJ
- 891 Causer branché yj
- 891 Tenter de comprendre le Paris—Dakar jg
- 893 Le concile des grosses têtes jd
- 893 Le temps politique (1) réd
- 893 Les archives sonores *
- 895 Revendication de paternité *
- 895 Le temps politique (2) réd
- 897 Chassez le naturel PI
- 898 Cohérence, svp jd
- 899 De l'intérêt pour hier cfp

Suivez l'ananas !

(ag) Que se passe-t-il en amont du produit fini et consommable? Avant qu'il soit dans notre assiette ou en vitrine, quelles conditions sociales, écologiques, commerciales ont été imposées? La division du travail, et encore plus la division internationale, crée une coupure, celle de la déshumanisation de la marchandise. Le produit n'est plus que lui-même: une marque.

En toutes circonstances, la question simple «qui est le producteur? Combien gagne-t-il? Comment vit-il?» demeure la question critique par excellence.

Solidaire (mars 1988) rend compte d'une de ces questions, posée non pas rhétoriquement, mais avec une obstination pratique. Comment vivent les producteurs des ananas en boîte Del Monte commercialisés par Migros?

Les actions vraies s'affirment dans le suivi et non pas dans le scoop. Preuve en soit cette simple chronologie.

1981: La Déclaration de Berne lance sa campagne. Pétition, signée par 20 000 personnes, adressée à Coop et Migros, gros acheteurs d'ananas en boîtes.

1983: Migros annonce qu'elle a signé avec son fournisseur Del Monte une clause sociale, qui l'oblige à assurer aux travailleurs de ses exploitations des conditions supérieures à la moyenne locale.

1987: Première vérification par une inspection sur le site, conduite par Migros et les œuvres d'entraide.

D'après les observations contrôlées de la délégation, des améliorations ont été apportées. Elles concernent les salaires, supérieurs de 40% au minimum légal, l'infrastructure sanitaire et scolaire.

Un point mérite d'être relevé, celui des contrats de fermage.

La loi philippine interdit à une entreprise étrangère de posséder plus de 1024 hectares. Del Monte, qui en exploite 24 000, loue l'essentiel de son domaine et passe des contrats, valables dix ans et renouvelables, avec des petits paysans appâtés notamment par le versement immédiat de deux ou trois annuités de fermage.

Or, la délégation suisse aurait obtenu l'assurance que les améliorations suivantes seraient apportées aux contrats: — étant libellés uniquement en anglais, ils seront désormais traduits en langue indigène (le néo-colonialisme, ça existe)

— ils prévoient une clause d'indexation de prix, car malgré l'inflation, et quelle inflation! les loyers de fermage payés par Del Monte ne sont pas adaptés.

Demeure aussi le rapport entre les surfaces agricoles consacrées à l'exportation et les cultures vivrières dans une île où la population souffre de malnutrition.

Migros n'est qu'un modeste client de

Del Monte: elle achète moins du 1% de la production de cette société (0,9%).

Et pourtant, la pression exercée a été prise au sérieux, dans les limites du système. Del Monte a d'ailleurs été rachetée par la multinationale Reynolds. Et les marques tiennent à leur image de marque.

Au temps du marketing, l'«image» a son prix. C'est le maître-atout des associations de consommateur; c'est un des atouts du tiers-mondisme.

La question simple, il ne faut donc cesser de la reposer: que se passe-t-il en amont du produit consommable? ■

PARTI DES AUTOMOBILISTES

Fascisme sur quatre roues

(yj) Le Parti des automobilistes (PdA) a fait l'automne dernier son entrée au Conseil national, avec deux représentants, dont le Zurichois Michael E. Dreher, son président central, ancien radical de son état. Tous deux ont donné de la voix dans le débat sur la circulation routière, exprimant sans doute l'opinion des 50 000 électeurs qui ont voté PdA (108 candidats dans 10 cantons). Plus récemment, à Saint-Gall (DP 894), les «bagnolards» se retrouvaient à 7 (sur 180) au Grand Conseil, dans le canton le plus «vert» de Suisse (après Bâle-ville), celui de Franz Jaeger, d'Hanspeter Studer, d'Ursula Brunner, et de moult pastèques et poivrons.

La presse alémanique, alertée, s'interroge sur les raisons des bons résultats du PdA. Le *Tages Anzeiger* (4.2.88) discerne trois clientèles possibles selon les cantons: bourgeois déçus par le «verdissement» de leurs cadres et mandataires, nationalistes attachés à leur «patrie de tôle» et ouvriers inquiétés par l'éco-socialisme à la zurichoise. La revue *Schweizer Manager* (3/1988) détaille les exemples de provocations anti-bagnolles: l'auto vache à lait fiscale, Rail 2000 et la Politique coordonnée des transports — deux projets considérés comme des chèques en blanc pour le financement des transports publics aux frais du trafic privé. *Politik und Wirtschaft* (4/1988) analyse pour sa part les réactions des partis établis face au PdA: les gouvernements oscillent entre l'indifférence superbe et le rejet instinctif, rivalisant

dans la non prise au sérieux de MM. Dreher et consorts.

Et pourtant. Ce M. Dreher vient de faire savoir à sa manière à quel carburant il roule. On le sent bien en lisant le premier numéro en français de son journal *Tacho*, qui pourrait tout aussi bien s'intituler «Macho» ou, mieux, «Facho». Car le PdA n'est pas seulement la réponse monomaniaque à l'*obsession environnementale*. C'est aussi le lieu d'une violence ouvertement fascisante; pour preuve, l'appel au massacre lancé par M. Dreher devant témoins il y a deux semaines: «On cloue les verts au poteau et on les brûle au lance-flammes!». Certes, il a voulu démentir partiellement cette incitation pourtant claire à casser de l'écolo; mais en précisant qu'il faudrait bien en découdre un jour, et trouver une solution juste au problème de l'insupportable oppression des automobilistes. Car *seul un peuple qui peut se déplacer est un peuple libre*. La recette est connue: une philosophie réductrice et totalitaire; des boucs émissaires, leur liquidation.

Flairant que le fascisme affirmé de M. Dreher pourrait nuire à la cause automobile, les députés saint-gallois ont demandé la démission de leur président central. Sans percevoir que leur démarche s'apparente elle-même aux usages des formations d'extrême-droite, qui consacrent — heureusement — l'essentiel de leurs pauvres forces à s'entredéchirer et à s'excommunier parmi, à l'instar de l'Action nationale vaudoise et lausannoise. ■